**COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 8 FEVRIER 2021**

L'an deux mil vingt-et-un, le huit février, à vingt heures, le Conseil Municipal de la Commune de Maisons, s'est réuni dans le lieu ordinaire de ses séances, au nombre prescrit par la loi, sous la présidence de Madame BERNARDON Patricia, Maire.

PRESENTS : Mesdames et Messieurs, BERNARDON Patricia, LEROY Maryse, FAGNON Christian, CARRÉ Hervé, DECELLE Juliette, GELAIN Thomas, GONCALVES LUCAS Cécile, CHEVAUX Christophe, LEGRAND Jean-Charles

SECRETARE DE SEANCE : M. Thomas GELAIN

Madame le Maire, après lecture du compte rendu du 30 novembre 2020, demande à l'assemblée d'ajouter à l'ordre du jour, trois délibérations, à savoir :

- Cession de terrains pour élargissement du Chemin du Soleil Levant
- Choix entreprise pour le changement de la porte du couloir (ancienne classe)
- Convention et tarifs pour le déneigement des voies publiques communales

Le Conseil municipal accepte ces ajouts.

Délibération n°2021/01 : DEGREVEMENTS EXCEPTIONNELS DE TAXE FONCIERE POUR PERTE DE RECOLTES 2020

Suite au sinistre subi par les agriculteurs en 2020, l'administration fiscale a envoyé aux propriétaires un avis de dégrèvement de taxe foncière suite à des pertes de récoltes. Ces dégrèvements sont à rembourser aux locataires des terres.

La commune étant propriétaire de terres qu'elle loue, elle remboursera la somme de 16 € aux deux locataires, soit :

M. LEGRAND, locataire des terrains sis ZB 4et ZH 16 : 4 €

M. JULIEN, locataire des terrains sis ZA 39 et ZK 32 : 12 €

Le terrain sis ZC 69 n'est pas loué (terrain de foot de la commune)

Le Conseil accepte à l'unanimité ces remboursements.

CHOIX ENTREPRISE POUR LES TRAVAUX DE PEINTURE DU LOGEMENT

Le choix n'a pas été fait. Une demande de subvention DETR sera faite avant le 5 mars 2021.

CHOIX ENTREPRISE POUR LES TRAVAUX DE MACONNERIE DU LOGEMENT

Le choix n'a pas été fait. Une demande de subvention DETR sera faite avant le 5 mars 2021.

CHOIX ENTREPRISE POUR LES TRAVAUX DE MACONNERIE DE LA SALLE POLYVALENTE (ancienne classe)

Le choix n'a pas été fait. Une demande de subvention DETR sera faite avant le 5 mars 2021.

CHOIX ENTREPRISE POUR LES TRAVAUX D'ELECTRICITE DE LA SALLE POLYVALENTE (ancienne classe) dont alarme incendie

Le choix n'a pas été fait. Un seul devis a été présenté.

Délibération n°2021/02 : CHOIX ENTREPRISE POUR LA PORTE DU COULOIR (ancienne classe, sous préau)

Après l'étude de 2 devis, l'entreprise MENUISERIE HATON a été retenue pour fournir et poser une porte ALU du couloir menant à l'ancienne classe. Mme le Maire est autorisée à signer le devis d'un montant de 2780 € ht,

Délibération n°2021/03 : DEMANDE DE SUBVENTION FDI POUR LES TRAVAUX DE VOIRIE

Le Conseil Municipal approuve les travaux de voirie, pour la sécurisation des administrés dans le cœur du village, tels que présentés.

Il sollicite à cet effet une subvention au titre du FDI (Fonds Départemental d'Investissement) pour cette réalisation, pour un montant de 6 671 € **soit 30 % du coût du projet**.

L'échéancier prévisible de réalisation des travaux est le suivant : courant 2021, si la subvention est accordée.

Montant de l'opération :

Mise en place panneaux et marquage STOP :	5 739.80 € HT
Création de 2 passages piéton :	3 575.80 € HT
Plateau ralentisseur :	10 110.36 € HT
Radar pédagogique :	2 810.00 € HT
TOTAL TTC	26 683.15 € TTC

Le plan de financement s'établit comme suit :

Coût global H.T.	22 236.96 €
Subvention FDI	6 671.00 €
Autofinancement	20 012.15 €
TOTAL TTC	26 683.15 €

Les travaux ne débuteront qu'après la réception de l'arrêté attributif de subvention.

Délibération n°2021/04 : DECISION SUR LE PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU)

Au 01/01/2022, les Plans Locaux d'Urbanisme seront de la compétence seule de la Communauté de Communes des Portes Euréliennes d'Ile de France. Elle pourra alors instituer un PLU Intercommunautaire sur l'ensemble de la communauté.

La commune de Maisons est depuis 2008, sous une Carte Communale, qui n'est plus valide depuis 2018. La commune est donc sous RNU (Règlement National d'Urbanisme).

La commune a la possibilité d'engager avant la date du 01/01/2022 une étude d'un PLU défini par elle-même, avec l'aide financière de la CCPEIDF.

Le conseil municipal, après délibération, à l'unanimité, décide d'engager une étude pour l'élaboration d'un Plan Local D'Urbanisme en 2021 et sollicite la Communauté de Communes des Portes Euréliennes d'Ile de France pour l'élaboration de ce PLU.

Délibération n°2021/05 : MODIFICATION DES STATUTS DU SIPSTA

Suite au transfert du siège social du SIPSTA de la mairie de Moinville La Jeulin à la mairie de Francourville, les statuts ont dû être modifiés en leur article 3.

Le Conseil Municipal de Maisons est favorable à ce changement.

Délibération n°2021/06 : CESSIION DE TERRAINS POUR ELARGISSEMENT DU CHEMIN DU SOLEIL LEVANT (entre le 25 et le 31 Chemin du Soleil Levant)

Les parcelles ZC 197, ZC 201 et ZC 205 représentant 135 m² sont nécessaires pour l'élargissement de la voirie Chemin du Soleil Levant. Ces parcelles sont toujours la propriété des Consorts Jidouard et Bernardon. Elles seront cédées à l'euro symbolique à la commune.

Délibération n°2021/07 : CONVENTION ET TARIF POUR LE DENEIGEMENT DES VOIES PUBLIQUES COMMUNALES

Madame Le Maire rappelle au Conseil, qu'en vertu de l'article 10 de la loi d'orientation agricole n°99-574 du 9 juillet 1999 modifiée par la loi n°2006-11 du 5 janvier 2006 et de la circulaire n° 99-83 du 3 novembre 1999 relative à la participation des exploitants agricoles à l'activité de déneigement des routes, il est possible de signer une convention de prestation de services entre la Commune et les exploitants agricoles pour assurer le déneigement des routes, moyennant rémunération, à condition que cette activité garde un caractère accessoire pour l'exploitant.

Elle propose de signer une telle convention avec un exploitant agricole, moyennant une indemnité de charge fixée à 25 € HT par heure.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité

- Autorise le Maire à signer une convention avec Monsieur William JULIEN, exploitant agricole, pour assurer le déneigement des routes, moyennant une rémunération de 25 € HT par heure.
- Cette convention sera conclue pour une durée de 10 mois et 16 jours du 13 février 2021 au 31 décembre 2021
- Le paiement s'effectuera sur facture de Monsieur William JULIEN, sur les crédits du chapitre 61 (au compte 611)

DIVERS

- Un courrier nous est parvenu d'une administrée nous présentant son projet d'ouverture d'une Maison de Bien-être à Maisons. Elle sollicite la commune pour la création de places de parking aux alentours du futur local. Les conseillers étudieront cette demande.
- Les travaux à l'entrée de Maisons direction Auneau pour l'installation de la connexion de la fibre sont finis. Le chantier devrait être nettoyé par l'entreprise. La fibre devrait être mise en service en juillet 2021.
- Sinistre du 6/05/2020 : Rond-point
Deux audiences au Tribunal Correctionnel de Chartres ont eu lieu le 07/10/2020 et le 21/01/2021. Le délibéré de ces audiences aura lieu en mars 2021.
- Travaux 2020 toujours en cours à ce jour :
 - finalisation de la clôture du logement du 35 Grande Rue
 - isolation du château d'eau
 - travaux sur la toiture de l'église
- A l'occasion de la Journée Internationale de la Femme, le 8 mars prochain, la sénatrice Chantal Deseyne souhaite mettre en lumière le parcours de femmes impliquées dans notre société, qui ont fait preuve d'un sens particulier de l'engagement et de la responsabilité. Elle a donc sollicité les maires des communes d'Eure-et-Loir afin de signaler des personnalités politiques, civiles, professionnelles, associatives...
Mme le Maire souhaite inscrire Mme Madeleine Robert pour son sens de l'engagement bénévole auprès des administrés tout au long de sa vie.
- Mme le Maire rappelle à l'assemblée qu'il faut une nouvelle carte d'accès pour se rendre à la déchetterie de Roinville, car celle-ci est de la compétence de la Communauté d'Agglomération de Chartres Métropole depuis le 04/02/2021.
- Container à verres (coté abris de bus) : Mme Decelle fait remarquer qu'autour de ce container, il y a beaucoup de verres cassés. Outre, le fait que cela soit malpropre, il y a surtout le risque d'accidents pour les enfants. Le conseil déplore ce manque de civisme.
Des questions se posent :
 - construction d'une dalle pour un nettoyage plus facile des débris ?
 - le changement de place, mais où ?

- Instauration de PANNEAU POCKET depuis la fin d'année 2020 : permet d'apporter des informations réglementaires ou avis rapidement sur Smartphone.
- Une annonce sera faite sur PANNEAU POCKET pour faire un don de vêtements (dans la prolongation de l'opération de Noël) à la Croix Rouge. Le dépôt se fera le vendredi 12 février à la mairie de 16 h à 17h.
- Concours nouveau LOGO pour la commune de Maisons : 3 projets nous sont parvenus
- SISDMMM : Mme Leroy fait part de son compte rendu sur la situation du restaurant scolaire suite aux durcissements des règles sanitaires :
 - 3 services de cantine ont été mis en place pour respecter le non brassage des groupes de classes
 - 2 personnes ont été embauchées en supplément pour faire face à ce protocole, mais aussi à l'augmentation des effectifs
 - l'isolation phonique de la cantine est également envisagée

Le secrétaire de séance

Le Maire

**COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 2 MARS 2021**

L'an deux mil vingt-et-un, le deux mars, à vingt heures, le Conseil Municipal de la Commune de Maisons, s'est réuni dans le lieu ordinaire de ses séances, au nombre prescrit par la loi, sous la présidence de Madame BERNARDON Patricia, Maire.

PRESENTS : Mesdames et Messieurs, BERNARDON Patricia, LEROY Maryse, FAGNON Christian, CARRÉ Hervé, DECELLE Juliette, GELAIN Thomas, GONCALVES LUCAS Cécile, CHEVAUX Christophe, LEGRAND Jean-Charles

SECRETARE DE SEANCE : Christian FAGNON

Délibération n° 2021/08 : DEMANDE DE SUBVENTION DETR POUR LES TRAVAUX DE REHABILITATION DE L'ANCIENNE CLASSE (ISOLATION THERMIQUE) ET ACCES PMR

Le Conseil Municipal approuve les travaux de réhabilitation de l'ancienne classe (isolation thermique) et son accès PMR.

Il sollicite à cet effet une subvention au titre de la DETR (Dotation d'Equipement des Territoires) pour cette réalisation, pour un montant de 3 659.00 € **soit 20 % du coût du projet.**
L'échéancier prévisible de réalisation des travaux est le suivant : 1er Semestre 2021

Montant de l'opération :

Remplacement des fenêtres :	8 943.01 € HT
Accès PMR :	9 354.75 € HT
TOTAL TTC	21 957.31 € TTC

Le plan de financement s'établit comme suit :

Coût global H.T.	18 297.76 €
Subvention DSIL	9 000.00 €
Subvention DETR	3 659.00 €
Autofinancement	9 298.31 €
TOTAL TTC	21 957.31 €

Les travaux débiteront qu'après la réception de l'arrêté attributif de subvention.

Le secrétaire de séance

Le Maire

**COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 12 AVRIL 2021**

L'an deux mil vingt-et-un, le douze avril, à vingt heures, le Conseil Municipal de la Commune de Maisons, s'est réuni dans le lieu ordinaire de ses séances, au nombre prescrit par la loi, sous la présidence de Madame BERNARDON Patricia, Maire.

PRESENTS : Mesdames et Messieurs, BERNARDON Patricia, LEROY Maryse, FAGNON Christian, CARRÉ Hervé, DECELLE Juliette, GELAIN Thomas, GONCALVES LUCAS Cécile, CHEVAUX Christophe, LEGRAND Jean-Charles

SECRETAIRE DE SEANCE : Hervé CARRÉ

Délibération n° 2021/09 : COMPTE DE GESTION – COMPTE ADMINISTRATIF -AFFECTATION DU RESULTAT 2020 DE LA COMMUNE

Le Conseil Municipal approuve le compte de gestion 2020 de la commune.

Compte administratif : Mme le Maire, ne devant pas prendre part au vote, elle sort de la salle.

Sous la présidence de M. FAGNON Christian, le conseil municipal vote le compte administratif 2020, avec 8 voix pour.

Les résultats de clôture sont les suivants :

COMMUNE

Excédent de fonctionnement	105 218.67 €
Déficit d'investissement	9 534.35 €

Compte tenu de ces éléments, le Conseil Municipal décide d'affecter le résultat 2020, tel qu'il suit :

- Résultat de fonctionnement reporté en recette compte 002 :	95 107.53 €
- Reste à réaliser en recette	7 256.00 €
- Reste à réaliser en dépense	7 832.79 €
- Résultat d'investissement reporté en dépense compte 001 :	9 534.35 €
- Excédent de fonctionnement capitalisé 1068	10 111.14 €

INVESTISSEMENTS 2021

INVESTISSEMENTS PREVUS AU BUDGET 2021

COMPTE	INTITULE	MONTANT TTC	N° INVENTAIRE	SUBVENTIONS PREVUES
2131	TOITURE Eglise	5856,00		
2131	Travaux couverture LOG	1713,11		
2131	peinture LOG la vie en coul	10670,00		
2131	Menuiseries LOG	5400,00		
2131	Maconnerie LOG	6000,00		
2131	Electricité LOG	500,00		
2131	Plomberie LOG	3232,00		
2131	Porte CHAUFFERIE	2500,00		
2131	PORTE COULOIR GS	3336,00		3659
2131	Menuiseries GS	18000,00		9000
2131	Accès PMR GS			
	TOTAL	57207,11		
2152	RALENTISSEUR	12132,43		6671
2152	STOP	7499,76		
2152	PASSAGE PIETONS	4554,96		
2152	RADAR PEDAGOGIQUE	3372,00		
	TOTAL	27559,15		
2157	LEVE TONDEUSE	500,00		
2157				
	TOTAL	500,00		
2184	MEUBLES LOG CUIS SDB	1500,00		
	TOTAL	1500,00		
2181	Guirlande Noël			
	TOTAL	0,00		
2188	VITRINE EXT	263,68		
2188	ELECT GS + ALARME I	7035,77		3500
2188	ALARME INC Mairie sdf	1780,97		
	TOTAL	9080,42		
2183				
2183				
	TOTAL	0,00		
	Subvention 2020 reçue 2021			7256,00
	TOTAL	95846,68		30086,00

Délibération n°2021/10 : SUBVENTIONS 2021

Le Conseil Municipal accorde pour l'année 2021, les subventions suivantes :

Associations des Donneurs de Sang du Canton d'Auneau	50,00 €
A.F.R	100,00 €
Amicale des Sapeurs-Pompiers des communes réunies	100,00 €
Œuvre Nationale des Bleuets de France	50,00 €
Club des Handball d'Auneau	50,00 €

Délibération n°2021/11 : TAUX D'IMPOSITION 2021

Le Conseil Municipal décide de maintenir en 2021 les taux communaux d'imposition à l'unanimité.

Soit :

Taxe Foncière (Bâti) :	15,89 % (taux communal) + 20,22 % (taux départemental 2020, pour compenser la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales) = 36,11 %
Taxe Foncière (Non Bâti) :	28,05 %

Délibération n°2021/12 : BUDGET PRIMITIF 2021 DE LA COMMUNE

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, vote, à l'unanimité, le budget primitif 2021 qui s'équilibre en recettes et dépenses :

Section de fonctionnement :	445 793.28 €
Section d'investissement :	445 793.28 €

Délibération n°2021/13 : CONCESSION DES TOMBES

Concession cinquantenaire	230.00 €
Concession trentenaire	150.00 €

Le prix des concessions est pour 2 places. La troisième place en profondeur augmentera le prix de moitié. Le paiement de cette 3^{ème} place sera demandé dès la signature du contrat de concession.

Délibération n° 2021/14 : CONTRAT SEGILOG 01/06/2021-31/05/2024

Le contrat avec le prestataire informatique SEGILOG vient à son terme au 31/05/2021. Le conseil municipal à l'unanimité autorise Mme le Maire à signer le nouveau contrat d'une durée de 3 ans, dont le montant de la prestation pour une année est de :

- Cession du droit d'utilisation : 1 548.00 € HT (1 857.60 € TTC)
- Maintenance, formation : 172.00 € HT (206.40 € TTC).

Ces montants sont maintenus pour toute la durée du contrat.

CHOIX DES ENTREPRISES POUR LES TRAVAUX DU LOGEMENT 12 CHEMIN DU SOLEIL LEVANT

Mme LEROY Maryse sort pour ne pas prendre part à la discussion

Délibération n°2021/15 : CHOIX ENTREPRISE POUR LA PEINTURE

Après l'étude de 2 devis, l'entreprise LA VIE EN COULEUR a été retenue pour les travaux de peinture du logement du 12 Chemin du Soleil Levant. Mme le Maire est autorisée à signer le devis d'un montant de 9 700,00 € ht.

Délibération n°2021/16 : CHOIX ENTREPRISE POUR LES TRAVAUX DE PLOMBERIE

Délibération non prise, une demande de nouveaux devis a été faite.

Délibération n°2021/17 : CHOIX ENTREPRISE POUR L'ELECTRICITE

Après l'étude de 2 devis, l'entreprise ACELEC a été retenue pour les travaux d'électricité. Mme le Maire est autorisée à signer le devis d'un montant de 1 035.22 € ht,

Délibération n°2021/18 : CHOIX ENTREPRISE POUR TRAVAUX DE MACONNERIE – POSE DE FENETRE

Après l'étude de 2 devis, l'entreprise MTD LEROY a été retenue pour les travaux suivants :
Pose de fenêtres, maçonnerie diverse.

Mme le Maire est autorisée à signer le devis d'un montant de 7 390.04 € ht,

Délibération n°2021/19 : DESIGNATION DU CORRESPONDANT SECURITE ROUTIERE

Après explications de Madame Le Maire, Monsieur CARRE Hervé est désigné Correspondant Sécurité Routière.

Délibération n°2021/20 DECISION SUR LE PLAN LOCAL D'URBANISME

Retire et remplace la Délibération n°2021/04

Depuis le 1^{er} janvier 2017, les Plans Locaux d'Urbanisme sont de la compétence seule de la Communauté de Communes des Portes Euréliennes d'Ile de France.

La commune de Maisons souhaite réaliser un PLU et demande à la Communauté de Communes des Portes Euréliennes d'Ile de France de l'engager.

Le conseil municipal, après délibération, à l'unanimité, sollicite la Communauté de Communes des Portes Euréliennes d'Ile de France pour l'élaboration d'un PLU.

Délibération n°2021/21 : MODIFICATION DES STATUTS DE LA CCPEIDF DU FAIT DE LA NOUVELLE COMPETENCE « MOBILITE »

La loi n°2019-1428 du 24/12/2019 d'orientation des mobilités, dite « LOM » prévoit que les communautés de communes doivent se prononcer avant le 31/03/2021 (et sous réserve d'acceptation à la majorité qualifiée de ces membres) sur la prise de compétence ou non en matière de mobilité.

Si la prise de compétence est entérinée, à compter du 01/07/2021, la communauté devient AOM Locale. Si elle ne prend pas la compétence, la Région aura cette qualité sur ce périmètre.

En date du 29/03/2021, le conseil communautaire a approuvé la prise de compétence « mobilité » rédigée comme suit : « organisation de la mobilité au sens du titre III du livre II de la première partie du code des transports, sous réserve de l'article L.3421-2 du même code » au 1^{er} juillet 2021, sans reprise des services existants de la Région. En effet, la Région demeurera en tout état de cause autorité organisatrice de la mobilité régionale compétente entre autres sur les mobilités d'intérêt régional, notamment les services dits «transversants » allant au-delà du périmètre communautaire.

Les membres du Conseil Municipal de la mairie de Maisons approuvent la prise de compétence telle que mentionnée ci-dessus et sont favorables à la modification des statuts de la Communauté de Communes des Portes Euréliennes d'Ile de France.

DIVERS

Suite au Covid toujours bien présent, le Conseil Municipal se prononce pour le report des élections régionales et départementales.

Délibéré de l'audience du 21/01/2021 concernant l'accident du 6/05/2020 au rond-point de Maisons ayant causé des dégradations pour la commune : le mis en cause a été déclaré responsable des préjudices et est condamné à verser à la commune la somme de 1 289,59 € au titre des préjudice matériel subi, et 500 € au titre de l'article 475-1 du Code de procédure pénale (pour les honoraires d'avocat).

Mme le Maire, en tant que 1^{ère} vice-présidente du SICTOM, informe les conseillers municipaux que des containers à verre avec accès PMR ont été achetés par le syndicat. Ils seront installés prioritairement dans les petites communes (en lieu et place des containers existants).

Mme Decelle souhaite connaître la définition d'un arrêté municipal.

Mme le maire rappelle qu'un arrêté municipal est une décision prise par le maire (ou une autorité municipale autorisée). Cette décision est formalisée par un arrêté municipal, qui est dans la catégorie des actes administratifs. Il doit être écrit et c'est une décision unilatérale.

En ce qui concerne l'arrêté n°2021/01 du 2/04/2021, il s'agissait d'un rappel à la loi sur les thèmes abordés dans cet arrêté.

Le secrétaire de séance

Le Maire

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL SEANCE DU 31 MAI 2021

L'an deux mil vingt-et-un, le trente et un mai, à vingt heures, le Conseil Municipal de la Commune de Maisons s'est réuni dans le lieu ordinaire de ses séances, au nombre prescrit par la loi, sous la présidence de Madame BERNARDON Patricia, Maire.

PRESENTS : Mesdames et Messieurs, BERNARDON Patricia, LEROY Maryse, FAGNON Christian, CARRÉ Hervé, DECELLE Juliette, GELAIN Thomas, GONCALVES LUCAS Cécile, CHEVAUX Christophe, LEGRAND Jean-Charles

SECRETARE DE SEANCE : Thomas GELAIN

Madame le Maire, après lecture du compte rendu du 12 avril 2021, demande à l'assemblée d'ajouter à l'ordre du jour, une délibération, à savoir :

- Adhésion à Eure et Loir Ingénierie : Assistance administrative et juridique

Le Conseil municipal accepte cet ajout.

Délibération n° 2021/22 : CHOIX D'ENTREPRISE POUR LES TRAVAUX DE PLOMBERIE DANS LE LOGEMENT DU 12 CHEMIN DU SOLEIL LEVANT

Après l'étude de 2 devis, l'entreprise SASCA a été retenue pour les travaux de plomberie du logement du 12 Chemin du Soleil Levant. Mme le Maire est autorisée à signer le devis d'un montant de 2 170,74 € ht.

Délibération n°2021/23 : LISTE COMPLEMENTAIRE A CELLE DE L'ARRETE N°NOR/INT/B0100692A DU 26/10/2001 DES BIENS MEUBLES POUVANT ETRE IMPUTES EN SECTION D'INVESTISSEMENT

La circulaire NOR/INT/B/02/00059/C du 26 février 2002 précise les règles relatives à l'imputation des dépenses du secteur public local :

Sont imputés à la section d'investissement :

- Les biens immeubles,
- Les biens meubles selon les règles décrites ci-après.
 - **Le critère de classement des biens meubles entre la section d'investissement et la section de fonctionnement n'est pas quantitatif mais technique :**
C'est la nature de l'opération qui est considéré et non son coût. Ainsi, sont des biens meubles imputés à la section d'investissement, quelle que soit leur valeur unitaire :
 - Les biens énumérés dans la liste de l'arrêté du 26 octobre 2001,
 - Les biens meubles non mentionnés dans cette nomenclature, mais pouvant être assimilés par analogie à un bien y figurant.
 - **Lorsque le critère de la nature n'est pas opérant, la dépense est classée en investissement en fonction de son montant**
Ainsi, les biens meubles répondant aux conditions ci-dessus, dont le montant unitaire dépasse 500 euros TTC à compter du 1^{er} janvier 2002 sont considérés comme des dépenses d'investissement.
En revanche, les biens meubles répondant aux conditions ci-dessus, d'un montant unitaire inférieur à 500 euros TTC ne peuvent être imputés en section d'investissement, conformément à l'article 47 de la loi de finances rectificative pour 1998, **que s'ils figurent dans la liste élaborée par chaque collectivité** et ayant vocation à compléter le contenu des rubriques de la liste réglementaire. Cette liste locale doit faire l'objet d'une

délibération cadre annuelle de l'assemblée délibérante. La délibération cadre est complétée, le cas échéant, en cours d'année par **délibération expresse**.

Il vous est proposé de compléter la liste réglementaire des biens meubles inférieurs à 500 € comme suit :

- Affûteur de chaîne
 - Aspirateur pour salle des fêtes
 - Balai latéral de désherbage
 - Balai nettoyage
 - Banc
 - Barrière
 - Bloc de secours
 - Boîte à lettres
 - Cadre mural
 - Casque auditif
 - Casque de chantier
 - Casque forestier
 - Cendrier
 - Chaise salle des fêtes
 - Chariot de ménage
 - Coffret à douille
 - Compresseur à air
 - Coupe branche télescopique
 - Défibrillateur
 - Diable
 - Disque dur externe
 - Disqueuse
 - Equipements de Protection Individuelle (EPI)
 - Elagueur télescopique
 - Epandeur (sel de déneigement)
 - Escabeau
 - Etagère
 - Extincteur
 - Gant de ménage
 - Gant de protection
 - Groupe électrogène
 - Harnais pour taille haie modèle trompe d'éléphant
 - Jardinière
 - Kit mulching pour tracteur tondeuse
 - Lunette de protection
 - Masque protection chimique
 - Ordinateur
 - Outillage
 - Panneau de signalisation
 - **Parois de protection plexiglas pour bureau de vote**
 - Plaques de rues
 - Plastifieuse A4
 - Poubelle extérieure
 - Relieuse électrique
 - Reliure d'état civil
 - Table salle des fêtes
 - Tampon
 - Téléphone
 - Tuyau d'arrosage
 - Vaisselle
- Vêtement de travail
 - Visseuse dévisseuse

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-21, L3221-2 et L4231-2 ;

VU l'arrêté N° NOR/INT/B0100692A du 26/10/2001 relatif à l'imputation des dépenses du secteur public local pris en application des articles L2122-21 ; L3221-2 et L4231-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (journal officiel du 15/12/2001) ;

VU la circulaire budgétaire NOR/INT/B/00059/C du 26/02/2002 relative aux règles d'imputation des dépenses du secteur public local ;

CONSIDÉRANT que l'article 47 de la loi de finance rectificative pour 1998 a modifié les articles L.2122-21, L3221-2 et L4231-2 du CGCT en donnant à l'assemblée délibérante la compétence pour décider qu'un bien meuble de faible valeur peut être imputé en section d'investissement, s'agissant de biens ne figurant pas dans une liste et dont le montant est inférieur à un seuil, fixés par arrêté interministériel (500 € TTC) ;

Sur le rapport de Madame le Maire ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité

DÉCIDE d'imputer en section d'investissement les biens meubles de faible valeur mentionnés ci-dessus.

Délibération n°2021/24 : ADHESION AU GROUPEMENT DE COMMANDES « POLE ENERGIE CENTRE » POUR L'ACHAT D'ELECTRICITÉ ET DE GAZ NATUREL

Le conseil municipal,

Vu le code de l'énergie et notamment ses articles L.445-4 et L.337-9,

Vu le code de la commande publique,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'acte constitutif joint en annexe,

Considérant que la commune de Maisons a des besoins en matière de fourniture et d'acheminement de gaz naturel et/ou d'électricité, et de services associés,

Considérant que les syndicats d'énergie d'Eure-et-Loir, de l'Indre et d'Indre-et-Loire, tous membres de l'entente « Territoire d'énergie Centre Val de Loire », ont constitué un groupement de commandes d'achat d'énergies et de services associés dont le SIEIL (Syndicat Intercommunal d'Énergie d'Indre-et-Loire) est le coordonnateur,

Considérant que le SIEIL, ENERGIE Eure-et-Loir et le SDEI (Syndicat Départemental d'Énergies de l'Indre), en leur qualité de membres pilotes dudit groupement, seront les interlocuteurs privilégiés des membres du groupement situés sur leurs départements respectifs,

Considérant que la commune de Maisons au regard de ses propres besoins, a un intérêt à adhérer à ce groupement de commandes,

Etant précisé que la commune de Maisons sera informée du lancement de chaque marché d'achat de gaz naturel et/ou d'électricité pour ses différents points de livraison d'énergie.

Au vu de ces éléments et sur proposition de Madame le Maire, la commune de Maisons :

- Décide de l'adhésion de la commune au groupement de commandes précité pour la fourniture et l'acheminement de gaz naturel et/ou d'électricité, et les services associés ;
- Approuve l'acte constitutif du groupement de commandes joint en annexe à la présente délibération. Cette décision vaut signature de l'acte constitutif par Madame le Maire pour le

compte de la commune de Maisons dès transmission de la présente délibération au membre pilote du département ou coordonnateur,

- Prend acte que le coordonnateur du groupement de commandes est l'interlocuteur privilégié de la commune de Maisons pour la préparation et l'exécution des marchés relatifs au dit groupement d'achat,
- Autorise le représentant du coordonnateur à signer les marchés, accords-cadres et marchés subséquents issus du groupement de commandes pour le compte de la commune de Maisons, et ce sans distinction de procédures,
- Autorise Madame le Maire à valider la liste des points de livraison à engager dans les marchés passés dans le cadre du groupement,
- Autorise Madame le Maire à habiliter le coordonnateur et le syndicat d'énergie de son département à solliciter, en tant que de besoin, auprès des gestionnaires de réseaux de distribution de gaz naturel et d'électricité ainsi que des fournisseurs d'énergies, l'ensemble des informations relatives aux différents points de livraison de la commune de Maisons,
- Autorise le représentant du coordonnateur à signer les ordres de services, les contrats de fourniture d'énergies et les avenants avec les fournisseurs d'énergies retenus par le groupement de commandes,
- S'engage à régler les sommes dues aux titulaires des marchés de fourniture d'énergies retenus par le groupement de commandes et à les inscrire préalablement à son budget.

Délibération n°2021/25 : ADHESION A EURE ET LOIR INGENIERIE : ASSISTANCE ADMINISTRATIVE ET JURIDIQUE

Madame le Maire fait part à l'assemblée délibérante de l'extension des activités d'Eure-et-Loir Ingénierie en matière d'assistance administrative et juridique.

Conformément à l'article L 5511-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, cette agence a été créée sous forme d'un Etablissement public administratif et a pour objet d'apporter aux collectivités territoriales et aux EPCI du Département qui auront adhéré, une assistance d'ordre technique, juridique ou financier telle que définie dans les statuts.

Les statuts prévoient que les membres du Conseil d'administration sont désignés de manière paritaire par les collèges des communes et des EPCI et par celui des Conseillers départementaux.

En contrepartie de l'adhésion à Eure-et-Loir Ingénierie, cela ouvre droit à la collectivité adhérente :

- à 2 actes et ou projets en la forme administrative/an (Vente entre collectivités (sans seuil), transfert de biens entre anciens (nes) EPCI/communes aux nouveaux (elles) EPCI/ communes nouvelles, aliénation de chemins ruraux, régularisation de parcelles dans le domaine privé au profit du domaine public dans le cadre notamment de la mise en œuvre de plan d'alignement, convention de servitudes (de passage, d'écoulement d'eau, etc))
- au conseil juridique autant que de besoin,
- au conseil en marché public autant que de besoin (hors rédaction d'un marché),
- à 2 accompagnements à la rédaction d'un marché/an inférieur à 90 000 € HT (pièces administratives seulement, les pièces techniques resteront à la charge de la collectivité). Cette prestation intégrera l'accompagnement à l'analyse des offres à savoir la relecture du rapport d'analyse des offres car l'analyse elle-même reste à la charge de chaque collectivité adhérente.

Il est à noter que cette nouvelle mission sera effective dès validation de l'adhésion auprès du Conseil d'administration.

Le siège de cette agence est à Chartres.

La commune souhaite pouvoir bénéficier de la nouvelle mission proposée par Eure-et-Loir Ingénierie et donc adhérer à cette agence. Il est précisé que le coût de cette mission pour l'année 2021 est de 0,80 €/hab DGF. Pour information, au-delà de 2 actes et ou projets liés au foncier prévus dans le cadre de la cotisation annuelle, l'acte supplémentaire est facturé à 600 € HT. Le Conseil municipal après en avoir délibéré, et compte tenu de l'intérêt pour la commune de l'adhésion à un tel organisme d'assistance :

- DECIDE d'adhérer à Eure-et-Loir Ingénierie pour bénéficier de l'assistance administrative et juridique,
- APPROUVE les statuts d'Eure-et-Loir Ingénierie,
- S'ENGAGE à verser à Eure-et-Loir Ingénierie une participation dont le montant est arrêté par le Conseil d'administration

MOULIN DE MAISONS

Une association est en cours de création pour la sauvegarde du moulin et sa remise en état. Elle en deviendrait propriétaire.

Une réunion est prévue le vendredi 4 juin au Moulin, en présence de futurs membres de l'association, des propriétaires actuels du moulin et de Mesdames le Maire et 1^{ère} adjointe. Mme le Maire précise que cette réunion est ouverte à tout le conseil. Mme Le Neve, bénévole à la Fondation du Patrimoine, Mission Stéphane Bern sera également présente.

Un point sera fait sur ce qu'il conviendrait de faire pour la conservation du moulin.

PLACES DE PARKINGS AU 17 GRANDE RUE : MAISON BIEN-ETRE

Mme Doré, propriétaire du 17 grande rue, souhaiterait deux places de parking supplémentaires devant sa maison Bien-Etre.

Le conseil municipal se réunira sur place le vendredi 4 juin à 14h30 pour étudier les possibilités.

PROGRAMMES DES ACTIVITES COMMUNALES

Il a été décidé de ne pas tirer de feux d'artifice pour le 14/07/2021.

Une journée réunissant les enfants et les parents autour de projets d'activités manuelles (boîte à livres, décoration des bacs à fleurs...) se tiendra le samedi 11 septembre 2021.

Un programme sera communiqué fin août.

CLOTURE DU BOIS

Une demande de participation financière a été faite par un locataire occupant une maison le long du parc de la commune, pour en améliorer la clôture.

Considérant que la clôture existante appartient à la commune car en retrait de 10 cm de la borne, cette demande est rejetée.

LOGEMENT DU 35 GRANDE RUE

Une visite est prévue chez le locataire du 35 grande rue pour vérifier l'isolation du rez de chaussée et de la porte d'entrée (contrôle énergétique), suite à la réception d'une facture d'électricité jugée trop élevée

DIVERS

PLU

Une réunion a eu lieu le lundi 10 mai en mairie de Maisons, avec la Communauté de Communes des Portes Euréliennes d'Ile de France, concernant une éventuelle mise en place d'un PLU sur la commune et sur d'autres communes alentours.

Considérant le coût important qui pourrait être supporté par la CC pour ces futurs PLU, le vice-président chargé de l'urbanisme s'est renseigné auprès de la Préfecture pour instaurer un PLUI par zonage, en laissant certaines initiatives aux communes.

Nous attendons la confirmation écrite de cette possibilité.

Information sur le Syndicat Scolaire :

Depuis la rentrée de janvier 2021, trois services ont été instaurés au restaurant scolaire, permettant de ne pas mélanger les groupes de classes. Les distanciations étant très compliquées à faire respecter et le nombre de personnes nécessaires à la surveillance étant important, il a été demandé aux parents restant chez eux ou travaillant à domicile de bien vouloir reprendre certains midis leurs enfants. Le Syndicat remercie les familles qui font cet effort.

En cas d'absence de personnel, l'accès à la cantine pourrait être restreint de manière plus rigoureuse.

Vaccination

Monsieur Chevaux souligne la bonne organisation de la vaccination coordonnée par la Communauté de Communes des Portes Euréliennes d'Ile de France, à Epernon. D'autres retours très positifs ont été faits également à d'autres conseillers. Tout le conseil est unanime pour remercier toutes les personnes participant à la vaccination ainsi qu'à sa mise en place et décide d'envoyer un courrier dans ce sens au centre de vaccination.

Plaque de rue

La plaque du Chemin du soleil Levant (à l'angle du cimetière) est en mauvais état. Une demande de devis sera faite.

Le secrétaire de séance

Le Maire

**COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 30 JUIN 2021**

L'an deux mil vingt-et-un, le trente juin, à vingt heures, le Conseil Municipal de la Commune de Maisons s'est réuni dans le lieu ordinaire de ses séances, au nombre prescrit par la loi, sous la présidence de Madame BERNARDON Patricia, Maire.

PRESENTS : Mesdames et Messieurs, BERNARDON Patricia, LEROY Maryse, FAGNON Christian, CARRÉ Hervé, DECELLE Juliette, GELAIN Thomas, GONCALVES LUCAS Cécile, CHEVAUX Christophe, LEGRAND Jean-Charles

SECRETAIRE DE SEANCE : M. FAGNON Christian

Madame le Maire, après lecture du compte rendu du 31 mai 2021, demande à l'assemblée d'ajouter à l'ordre du jour, une délibération, à savoir :

- Liste complémentaire à celle de l'arrêté n° NOR/INT/B0100692A du 26/10/2001 des biens meubles pouvant être imputés en section d'investissement

Le Conseil municipal accepte cet ajout.

Délibération n°2021/26 : LISTE COMPLEMENTAIRE A CELLE DE L'ARRETE N°NOR/INT/B0100692A DU 26/10/2001 DES BIENS MEUBLES POUVANT ETRE IMPUTES EN SECTION D'INVESTISSEMENT

La circulaire NOR/INT/B/02/00059/C du 26 février 2002 précise les règles relatives à l'imputation des dépenses du secteur public local :

Sont imputés à la section d'investissement :

- Les biens immeubles,
- Les biens meubles selon les règles décrites ci-après.
 - **Le critère de classement des biens meubles entre la section d'investissement et la section de fonctionnement n'est pas quantitatif mais technique :**
C'est la nature de l'opération qui est considéré et non son coût. Ainsi, sont des biens meubles imputés à la section d'investissement, quelle que soit leur valeur unitaire :
 - Les biens énumérés dans la liste de l'arrêté du 26 octobre 2001,
 - Les biens meubles non mentionnés dans cette nomenclature, mais pouvant être assimilés par analogie à un bien y figurant.
 - **Lorsque le critère de la nature n'est pas opérant, la dépense est classée en investissement en fonction de son montant**

Ainsi, les biens meubles répondant aux conditions ci-dessus, dont le montant unitaire dépasse 500 euros TTC à compter du 1^{er} janvier 2002 sont considérés comme des dépenses d'investissement.

En revanche, les biens meubles répondant aux conditions ci-dessus, d'un montant unitaire inférieur à 500 euros TTC ne peuvent être imputés en section d'investissement, conformément à l'article 47 de la loi de finances rectificative pour 1998, **que s'ils figurent dans la liste élaborée par chaque collectivité** et ayant vocation à compléter le contenu des rubriques de la liste réglementaire. Cette liste locale doit faire l'objet d'une **délibération cadre annuelle** de l'assemblée délibérante. La délibération cadre est complétée, le cas échéant, en cours d'année par **délibération expresse**.

Il vous est proposé de compléter la liste réglementaire des biens meubles inférieurs à 500 € comme suit :

- Affûteur de chaîne- Aspirateur pour salle des fêtes- Balai latéral de désherbage- Balai nettoyage- Banc- Barrière- Bloc de secours	- Boîte à lettres- Cadre mural- Casque auditif- Casque de chantier- Casque forestier- Cendrier- Chaise salle des fêtes- Chariot de ménage

- Coffret à douille
- Compresseur à air
- Coupe branche télescopique
- Défibrillateur
- Diable
- Disque dur externe
- Disqueuse
- Equipements de Protection Individuelle (EPI)
- Elagueur télescopique
- Epandeur (sel de déneigement)
- Escabeau
- Etagère
- Extincteur
- **Fauteuil de bureau**
- Gant de ménage
- Gant de protection
- Groupe électrogène
- Harnais pour taille haie modèle trompe d'éléphant
- Jardinière
- Kit mulching pour tracteur tondeuse
- Lunette de protection
- Masque protection chimique
- Ordinateur
- Outillage
- Panneau de signalisation
- Parois de protection plexiglas pour bureau de vote
- Plaques de rues
- Plastifieuse A4
- Poubelle extérieure
- Relieuse électrique
- Reliure d'état civil
- Table salle des fêtes
- Tampon
- Téléphone
- Tuyau d'arrosage
- Vaisselle
- Vêtement de travail
- Visseuse dévisseuse

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-21, L3221-2 et L4231-2 ;

VU l'arrêté N° NOR/INT/B0100692A du 26/10/2001 relatif à l'imputation des dépenses du secteur public local pris en application des articles L2122-21 ; L3221-2 et L4231-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (journal officiel du 15/12/2001) ;

VU la circulaire budgétaire NOR/INT/B/00059/C du 26/02/2002 relative aux règles d'imputation des dépenses du secteur public local ;

CONSIDERANT que l'article 47 de la loi de finance rectificative pour 1998 a modifié les articles L.2122-21, L3221-2 et L4231-2 du CGCT en donnant à l'assemblée délibérante la compétence pour décider qu'un bien meuble de faible valeur peut être imputé en section d'investissement, s'agissant de biens ne figurant pas dans une liste et dont le montant est inférieur à un seuil, fixés par arrêté interministériel (500 € TTC) ;

Sur le rapport de Madame le Maire ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité

DÉCIDE d'imputer en section d'investissement les biens meubles de faible valeur mentionnés ci-dessus.

CHOIX DE L'ENTREPRISE POUR LA SIGNALÉTIQUE DANS LA COMMUNE SUITE A ATTRIBUTION DES SUBVENTIONS FDI

Délibération non prise, une demande de nouveaux devis a été faite.

Délibération n°2021/27 : CHOIX DE L'ENTREPRISE POUR LE RADAR PEDAGOGIQUE SUITE A ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION PROVENANT DES RECETTES DES AMENDES DE POLICE

Après l'étude de 2 devis, l'entreprise SIGNALÉTIQUE VENDOMOISE a été retenue pour la fourniture et la pose d'un radar pédagogique. Mme le Maire est autorisée à signer le devis d'un montant de 2 810 € ht.

Le plan de financement s'établit comme suit :

Coût global H.T.	2 810.00 €
Amendes police	843.00 €
Autofinancement	2 529.00 €
TOTAL TTC	3 372.00 €

CHOIX DE L'ENTREPRISE POUR LA REHABILITATION DE L'ANCIENNE CLASSE (ISOLATION THERMIQUE) ET MISE EN ACCESSIBILITE PMR SUITE A ATTRIBUTION DE LA SUBVENTION DSIL ET DETR

Délibération non prise, une demande de nouveaux devis a été faite.

CHOIX DE L'ENTREPRISE POUR L'ELECTRICITE DE L'ANCIENNE CLASSE SUITE A L'ATTRIBUTION DE LA SUBVENTION DSIL

Délibération non prise, une nouvelle demande a été faite aux artisans.

PRESENTATION DE DEVIS DE MATERIELS DIVERS

Délibération n°2021/28 : ACHAT DEFIBRILLATEUR :

Mme le Maire propose au conseil municipal d'installer un défibrillateur sur la commune de Maisons.

Elle expose les différents tarifs :

Avec boîtier extérieur : 1 650 € ht

Avec boîtier intérieur : 1 300 € ht

Maintenance : 184€/an, batterie et électrode à usage unique

DLC 4 ans : 250 €

Après délibération, le conseil municipal accepte la proposition avec un boîtier extérieur, la maintenance et le renouvellement de la batterie et des électrodes à chaque fois que nécessaire.

Mme le Maire est autorisée à signer le devis d'un montant de 1650 € HT.

IMPRIMANTE COULEUR KYOCERA (Ets LERAY)

L'imprimante actuelle du secrétariat, achetée en 2015 est exclusivement en impression noir et blanc.

Il est donc proposé au Conseil Municipal d'acheter ou de louer une nouvelle imprimante couleur.

Une proposition a été faite par la société LERAY, fournisseur historique de la commune :

Achat : 4600 € ht

Maintenance : 60 € /trimestre

Frais de livraison : 290 € ht

Prix copie N&B : 0.005 € ht (toner inclus)

Prix copie Couleur : 0.05 € ht (toner inclus)

Location 21 trimestres

Loyers : 247 € ht/trimestre

Maintenance : 35 € ht/trimestre

Frais de livraison : 290 € ht

Prix copie N&B : 0.004 € ht (toner inclus)

Prix copie Couleur : 0.04 € ht (toner inclus)

Si réponse avant mi juillet : logiciel OCR OFFERT

A la demande de conseillers, d'autres entreprises seront sollicitées.

TRAVAUX SUR L'EGLISE SUITE ORAGE DU 4 JUIN 2021

Une déclaration de sinistre a été faite pour les dégâts causés sur la toiture et aux mécanismes de l'horloge. Un expert a été missionné. (franchise de 299 € au titre de la garantie « dommage électrique »).

Entreprise GALLOPIN : 1680 € ht

Entreprise BODET : 5 623 € ht (centrale de commande, électro tintement, coffret de sécurité cloche et cadrans, cadrans et éclairage cadrans)

Un devis a été fait également par la société BODET pour la mise en sécurité des travaux d'électricité, soit la remise en état du plancher du clocher avec point d'ancrage : 2052,60 € ht. Ce devis devra être signé dès l'avis de l'assurance sur les travaux électriques.

Une estimation de l'installation d'un paratonnerre approcherait les 12 000 € ht. Cette dépense n'est pas à l'ordre du jour.

Un devis a été fait par la société GALLOPIN pour l'entretien des gouttières de l'église : 1220 € ht. Mme le Maire est autorisée à signer le devis.

Délibération n° 2021/29 : CESSIION DE TERRAINS POUR ELARGISSEMENT DU CHEMIN DU SOLEIL LEVANT

Les parcelles ZC 181 et ZC 206 représentant 18 m² ont été nécessaires pour l'installation du transformateur Chemin du Soleil Levant. Ces parcelles sont toujours la propriété de Madame Bernardon Denise. Elles seront cédées à l'euro symbolique à la commune.

Délibération n° 2021/30 : PARTICIPATION FINANCIERE 2021 AU FONDS D'AIDE AUX JEUNES (FAJ)

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide de ne pas participer à ce fonds. Le Conseil Municipal privilégie l'aide directe aux jeunes de la commune qui pourraient être demandeurs.

DEMANDES D'ADMINISTRÉS

-Un administré, suite aux fortes pluies du 19/06/2021, a constaté que le ruissèlement de la rue rentrait dans son jardin (pavé). Une demande écrite pour des travaux sur le trottoir (propriété de la commune) a été faite. Il propose d'agrandir le regard qui est actuellement de 30x30 à 50x50, de le creuser plus en profondeur afin d'installer un tuyau souple de vidange, avec une pompe immergée.

Au regard, de l'ampleur des travaux, du caractère privatif de ceux-ci et du risque qui est moindre, le Conseil Municipal n'accepte pas de faire ces travaux. Un courrier sera adressé à l'administré.

-Suite à la visite de la propriété au 17 grande rue, pour la demande de places de stationnement supplémentaires, le Conseil Municipal accepte la création de trois places.

PROJETS ARTISTIQUES ET CULTURELS DE TERRITOIRE (PACT)

La Communauté de Communes des Portes Euréliennes d'Ile de France prépare sa saison artistique 2022. La commission culture demande pour tout projet d'établir un plan de financement (également pour les demandes de subventions éventuelles à la Région) pour le 10 septembre 2021.

Pour l'ensemble du Conseil Municipal, cette date est trop proche. Les conseillers souhaitent réfléchir à un projet pour l'année prochaine.

MOULIN DE MAISONS

Comme précisé lors du dernier conseil municipal, une réunion a eu lieu au Moulin, en présence de Mme Bompois et de 2 de ses filles (propriétaires du Moulin), M. Guérin, Mme Le Néve (bénévole à la Fondation du Patrimoine – Mission Stéphane Bern), Mme le Maire de Maisons, M. Fagnon, Mme Leroy et M. Legrand.

La discussion a été axée sur la possibilité de transmettre la propriété (à l'euro symbolique) à une association (en cours de création) ou à la commune de Maisons.

Pour les représentants des organismes en charge du Patrimoine, la commune, si elle devient propriétaire, serait plus à même d'obtenir des subventions.

Les travaux de réfections du Moulin s'élèveraient pour le moment à 400 000 €. Il n'y a pas de possibilité de découper les travaux en tranche (sur plusieurs années) ; les travaux portant sur le démontage, changement des pièces abimées et remontage.

A la suite, les charges d'entretien, de sécurité et de sureté pourraient être assurées par l'association qui aurait la responsabilité d'organiser des événements afin de récolter des fonds.

Cependant, des questions se posent sur le reste à charge des travaux de réhabilitation qui serait à la seule charge de la commune. 400 000 € correspondant au budget total annuel de la commune, celle-ci n'a pas pour le moment les moyens de l'acheter.

Le Conseil Municipal décide de se donner du temps pour faire des investigations sur les différentes subventions à obtenir, de calculer le reste à charge et de rechercher de possibles mécènes.

DIVERS

A ce jour, 141 élèves sont inscrits à l'école primaire pour la rentrée de septembre 2021.

Le secrétaire de séance

Le Maire

**COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 12 JUILLET 2021**

L'an deux mil vingt-et-un, le douze juillet, à vingt heures, le Conseil Municipal de la Commune de Maisons s'est réuni dans le lieu ordinaire de ses séances, au nombre prescrit par la loi, sous la présidence de Madame BERNARDON Patricia, Maire.

PRESENTS : Mesdames et Messieurs, BERNARDON Patricia, FAGNON Christian, CARRÉ Hervé, GELAIN Thomas, GONCALVES LUCAS Cécile, CHEVAUX Christophe, LEGRAND Jean-Charles

ABSENTES EXCUSÉES : Maryse LEROY (pouvoir à Mme BERNARDON), Juliette DECELLE (pouvoir à M. GELAIN)

SECRETARE DE SEANCE : M. Hervé CARRÉ

Madame le Maire, après lecture du compte rendu du 30 juin 2021, demande à l'assemblée d'ajouter à l'ordre du jour, une délibération, à savoir :

- Cession de terrain pour élargissement du Chemin du Soleil Levant

Le Conseil municipal accepte cet ajout.

Délibération n°2021/31 : CHOIX DE L'ENTREPRISE POUR LA SIGNALÉTIQUE DANS LA COMMUNE SUITE A ATTRIBUTION DES SUBVENTIONS FDI

Après l'étude de 4 devis, l'entreprise EIFFAGE a été retenue pour les travaux de voirie. Mme le Maire est autorisée à signer les devis d'un montant total de 19 647.97 € ht.

Soit :

- Création de passages piétons : 2 438.70 € ht
- Mise en place de panneaux « STOP » : 4321.42 € ht
- Création plateau ralentisseur : 12 887.85 €

Le plan de financement s'établit comme suit :

Coût global H.T.	19 647.97 €
Subvention FDI	5 828.00 €
Autofinancement	17 449.56 €
TOTAL TTC	23 577.56 €

CHOIX DE L'ENTREPRISE POUR LA REHABILITATION DE L'ANCIENNE CLASSE (ISOLATION THERMIQUE) ET MISE EN ACCESSIBILITE PMR SUITE A ATTRIBUTION DE LA SUBVENTION DSIL ET DETR

La délibération n'a pas été prise.

Délibération n° 2021/32 : CHOIX DE L'ENTREPRISE POUR LA MISE EN CONFORMITÉ ELECTRICITE ET INCENDIE DE PLUSIEURS BATIMENTS COMMUNAUX SUITE A L'ATTRIBUTION DE LA SUBVENTION DSIL

Après l'étude de 2 devis, l'entreprise CHIRONI a été retenue pour la mise en conformité électrique et incendie. Mme le Maire est autorisée à signer les devis d'un montant total de 7 948.95 € ht.

Soit :

- Electricité de l'ancienne classe : 5 395.21 € ht
- Alarme incendie : mairie et salle des fêtes : 1484.14 € ht
- Alarme incendie ancienne classe : 1069.60 € ht

Le plan de financement s'établit comme suit :

Coût global H.T.	7 948.95 €
Subvention DSIL	3 500.00 €
Autofinancement	6 038.74€
TOTAL TTC	9 538.74€

Délibération n°2021/33 : CHOIX DES ENTREPRISES POUR L' IMPRIMANTE COULEUR

Après l'étude de 3 propositions en location, l'entreprise LERAY a été retenue pour la location d'une imprimante couleur KYOCERA. Mme le Maire est autorisée à signer le devis dont les caractéristiques sont les suivantes :

Location 21 trimestres

Loyers : 220 € ht/trimestre
Garantie connectique : 15 € ht/trimestre
Frais de livraison : Offert
Prix copie N&B : 0.0035 € ht (toner inclus)
Prix copie Couleur : 0.035 € ht (toner inclus)
Logiciel PDF OCR intégré au copieur : OFFERT

Délibération n° 2021/34 : CESSIION DE TERRAINS POUR ELARGISSEMENT DU CHEMIN DU SOLEIL LEVANT

La parcelle ZC 190 représentant 45 m² a été nécessaire pour l'élargissement de la voirie du Chemin du Soleil Levant. Cette parcelle est toujours la propriété de Monsieur SICABAIG Jean-Pierre. Elle sera cédée à l'euro symbolique à la commune.

RAPPORT D'ACTIVITE SICTOM POUR L'ANNEE 2020

Le SICTOM a comme adhérents deux communautés de communes (Cœur de Beauce et une partie des Portes Euréliennes d'Ile de France) et la commune d'Angerville (91)
En 2020, 13 776 ménages ont bénéficié de la récolte des déchets en porte à porte (392 hors ménages)

1. Equipements disponibles liés à la collecte en apport volontaire

Le verre et le textile, linges, chaussures (TLC) sont collectés en apport volontaire.

Sur le territoire, les habitants ont accès à 154 bornes à verre, sous la forme de colonne aérienne, ce qui fait un ratio d'une borne pour 216 habitants. En 2020, 1 073,78T de verre ont été collectés, soit 32kg par an par habitants.

Pour la collecte des TLC, gérée, sur le territoire par Le Relais principalement, mais également le Secours Catholique, 18 bornes sont réparties sur le territoire, soit 1 borne pour 1850 habitants. En 2020, 119,35T de TLC ont été collectés, représentant près de 4kg par an par habitants.

1. Organisation de la collecte en porte-à-porte

1. Spécification de la collecte

Le syndicat propose une collecte en porte-à-porte (sauf cas exceptionnel, notamment pour les rues non accessibles en marche avant et les immeubles dotés de bornes d'apport volontaire).

Pour 33 315 habitants, le prestataire a collecté 6 937T d'ordures ménagères et 1 833T de déchets sélectifs. Ce qui représente 208kg par an par habitants d'ordures ménagères collectés et 55kg par an par habitants de déchets sélectifs collectés.

En moyenne, les tournées font 103 kilomètres, avec un rendement de près de 835 bacs collectés par tournée (ordures ménagères et sélectifs mélangés).

1. Seuils de collecte pour les producteurs non ménagers

Le syndicat n'a pas défini de seuil de collecte pour les producteurs de déchets non ménagers. La tarification incitative permet de ne pas imposer de seuil, car ces producteurs vont payer l'enlèvement de leurs déchets en fonction de leur production.

Pour les producteurs non ménagers, n'étant pas soumis à la taxe foncière, le syndicat propose un autre système de facturation : la redevance spéciale, qui est un coût à la levée.

1. **Fréquence de collecte**

La collecte des ordures ménagères a lieu une fois par semaine (C1). La collecte sélective est organisée une fois tous les quinze jours (C0.5)

Les taxes d'enlèvement des ordures ménagères :

1.1.2. TEOMI: Taxe d'enlèvement des ordures ménagères incitative

La TEOMI est facturée sur la taxe foncière. Elle se décompose en deux parties :

- Une partie fixe : base foncière multiplié par le taux
 - o 11,33% pour la CCCB et la CCPEIDF
 - o 9,07% pour Angerville et Germignonville
- Une partie incitative calculée en fonction des levées du bac d'ordures ménagères. Un forfait minimum de 20 levées est appliqué, au-delà c'est un coût à la levée supplémentaire.

Volume des bacs	Forfait	Levée supplémentaire
120 litres	40,00€	2,00€
240 litres	73,00€	3,00€
340 litres	107,00€	5,00€
660 litres	191,00€	9,00€

1.1.3. Redevance spéciale

La redevance spéciale est facturée aux producteurs de déchets non soumis à la taxe foncière et aux stations d'épuration.

Il s'agit d'un coût à la levée du bac d'ordures ménagères.

Le tarif de la redevance spéciale 2020 est de 247,70€ la tonne, avec une densité de 0,3 kg/ litre pour les stations d'épuration et de 0,08 kg/ litre pour les autres producteurs de déchets.

RAPPORT D'ACTIVITÉ EURE ET LOIR NUMERIQUE ANNEE 2020

Le rapport a été présenté par Mme le Maire aux conseillers municipaux.

Petit point sur le syndicat : selon les statuts du 21/06/2018, le syndicat a pour objet la conception, la construction, l'exploitation et la commercialisation d'infrastructures, de réseaux et de services locaux de communications électroniques et activités connexes à l'attention de tous les Euréliens.

Les membres du syndicat :

Le conseil départemental, la région Centre-Val de France et 10 communautés de communes.

DIVERS

Mme le Maire présente aux conseillers les Lignes Directrices de Gestion (LDG) rédigées. Cela concerne la stratégie pluriannuelle de pilotage des Ressources Humaines et les orientations générales en matière de promotion et de valorisation de parcours.

Ces LDG ont reçu un vote favorable du collège des représentants du personnel, ainsi que du collège des représentants des collectivités. Mme le Maire peut, de ce fait, rédiger l'arrêté fixant les LDG.

Mme le Maire informe qu'il sera nécessaire de mettre en place une protection de prévoyance, mutuelle au sein de la collectivité pour les agents présents.

JOURNEE CITOYENNE : Nettoyage des villages par les habitants. Cette journée pourrait être instituée sur la commune. A voir pour un jour en septembre.

Une administrée a interpellé un conseiller sur le manque de poubelles publiques à l'entrée de Maisons du côté de Lethuin, Morainville. Effectivement, il serait possible d'en installer à cet endroit et également vers la Brigaudière et dans l'angle de la rue du Four à Chaux et rue du Parc.

Ruelle des Bleuets : une aubépine gêne la visibilité sur le Chemin du Soleil Levant. L'administré a été averti.

Les tuyas à l'entrée de Maisons (direction Sainville) gênent également la visibilité (en venant de Sainville) et recouvrent le trottoir presque en totalité. Un courrier sera envoyé aux propriétaires.

Le secrétaire de séance

Le Maire

**COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 28 JUILLET 2021**

L'an deux mil vingt-et-un, le vingt-huit juillet, à vingt heures, le Conseil Municipal de la Commune de Maisons s'est réuni dans le lieu ordinaire de ses séances, au nombre prescrit par la loi, sous la présidence de Madame BERNARDON Patricia, Maire.

PRESENTS : Mesdames et Messieurs, BERNARDON Patricia, FAGNON Christian, CARRÉ Hervé, GELAIN Thomas, GONCALVES LUCAS Cécile, LEGRAND Jean-Charles

ABSENTS EXCUSÉS : Mmes LEROY Maryse, DECELLE Juliette, M. CHEVAUX Christophe

SECRETAIRE DE SEANCE : Mme Cécile GONCALVES LUCAS

**CHOIX DE L'ENTREPRISE POUR LA REHABILITATION DE L'ANCIENNE CLASSE
(ISOLATION THERMIQUE) SUITE A ATTRIBUTION DE LA SUBVENTION DSIL ET
DETR (mise en accessibilité PMR en attente de nouveaux devis)**

Après l'étude de 3 devis, aucune entreprise n'a été retenue pour les travaux d'isolation thermique de la grande classe, avec 3 votes pour et 3 votes contre.

La décision est reportée à une date ultérieure.

Le secrétaire de séance

Le Maire

**COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 6 SEPTEMBRE 2021**

L'an deux mil vingt-et-un, le six septembre, à vingt heures, le Conseil Municipal de la Commune de Maisons s'est réuni dans le lieu ordinaire de ses séances, au nombre prescrit par la loi, sous la présidence de Madame BERNARDON Patricia, Maire.

PRESENTS : Mesdames et Messieurs, BERNARDON Patricia, LEROY Maryse, FAGNON Christian, CARRÉ Hervé, DECELLE Juliette, GELAIN Thomas, GONCALVES LUCAS Cécile, LEGRAND Jean-Charles

ABSENT EXCUSÉ : M. CHEVAUX Christophe

SECRETARE DE SEANCE : M. LEGRAND Jean-Charles

Délibération n° 2021/35 : CHOIX DE L'ENTREPRISE POUR LA REHABILITATION DE L'ANCIENNE CLASSE (ISOLATION THERMIQUE) SUITE A ATTRIBUTION DE LA SUBVENTION DSIL ET DETR (mise en accessibilité PMR en attente de nouveaux devis)

Après l'étude de 3 devis, l'entreprise LORENOVE a été retenue pour les travaux d'isolation thermique de la grande classe, avec 8 votes pour. Mme le Maire est autorisée à signer le devis d'un montant total de 9 090.36 € ht.

Soit :

- Pose de menuiseries et volets roulants

Le plan de financement s'établit comme suit :

Coût global H.T.	9 090.36 €
Subvention DSIL-DETR	6 362.95 €
Autofinancement	4 545.48 €
TOTAL TTC	10 908.43 €

Le secrétaire de séance

Le Maire

**COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 20 SEPTEMBRE 2021**

L'an deux mil vingt-et-un, le vingt septembre, à dix-neuf heures trente minutes, le Conseil Municipal de la Commune de Maisons s'est réuni dans le lieu ordinaire de ses séances, au nombre prescrit par la loi, sous la présidence de Madame BERNARDON Patricia, Maire.

PRESENTS : Mesdames et Messieurs, BERNARDON Patricia, LEROY Maryse, FAGNON Christian, CARRÉ Hervé, GELAIN Thomas, GONCALVES LUCAS Cécile, M. CHEVAUX Christophe, LEGRAND Jean-Charles

ABSENTE EXCUSÉE : Mme DECELLE Juliette (pouvoir à Thomas GELAIN)

SECRETAIRE DE SEANCE : M. GELAIN Thomas

M. Philippe VIGIER, député de la 4^{ème} circonscription d'Eure-et-Loir, a été reçu par les membres du conseil municipal.

Délibération n° 2021/36 : RECRUTEMENT POUR UN ACCROISSEMENT TEMPORAIRE D'ACTIVITE

Madame le Maire, rappelle que conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. L'organe délibérant doit mentionner sur quel(s) grade(s) et à quel niveau de rémunération il habilite l'autorité territoriale à recruter.

L'article 3 (1°) de la loi n° 84-53 précitée prévoit que les collectivités et établissements peuvent recruter par contrat des agents contractuels de droit public pour exercer des fonctions correspondant à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 12 mois, en tenant compte des renouvellements de contrats le cas échéant, sur une période de 18 mois consécutifs.

Considérant qu'en raison de l'absence de l'agent titulaire pour raison médicale et suite à la démission de l'agent contractuel au 30/09/2021, il y aurait lieu de créer un emploi pour faire face à un accroissement temporaire d'activité allant du 22/09/2021 au 22/10/2021, lequel pourra être renouvelé, si les besoins du service le justifient, dans la limite des dispositions de l'article 3 1° de la loi n°84-53 du 26/01/1984.

Cet agent assurera des fonctions d'agent des services techniques (espaces verts...)

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,
à l'unanimité,**

DECIDE

- 1) De créer, à compter du 22/09/2021 jusqu'au 22/10/2021, un poste non permanent sur le grade d'Adjoint Technique relevant de la catégorie C à 21 heures par semaine pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité et autoriser le Maire à recruter un agent contractuel pour pourvoir cet emploi dans les conditions susvisées,**
- 2) D'autoriser le Maire à signer le contrat de recrutement et ses éventuels renouvellements dans la limite des dispositions de l'article 3 1° de la loi n°84-53 du 26/01/1984.**
- 3) De fixer la rémunération de l'agent recruté au titre d'un accroissement temporaire d'activité comme suit :**

La rémunération de cet agent sera fixée sur un indice de la grille indiciaire relevant du grade d'Adjoint Technique assorti du régime indemnitaire en vigueur dans la collectivité, en tenant compte des qualifications et de l'expérience de l'agent recruté.

Les crédits nécessaires à la rémunération de ou des agents nommés et aux charges sociales s'y rapportant seront inscrits au Budget aux chapitre et article prévus à cet effet.

LOGEMENT COMMUNAL : POINT TRAVAUX

Les travaux de peinture sont terminés, ainsi que la pose des fenêtres et la petite maçonnerie. Les meubles de la cuisine, la crédence sont en cours de montage. Il reste à poser le sol dans la salle de bain, le meuble de la salle de bain, de la petite plomberie et le WC.

Les travaux d'électricité sont en cours également.

LOGEMENT COMMUNAL : MISE EN LOCATION

Avant la mise en location, il faudra faire les diagnostics. Le nouveau bail sera conclu chez le notaire Maître CHAUSSIER-BONNET à Luisant.

Le loyer a été fixé à :

- 600 € hors charges
- 95 € environ de frais de chauffage et Ordures Ménagères

Plusieurs personnes nous ont déjà contactées pour visiter le logement. Un premier RDV aura lieu le 21/09 à 17h30.

Délibération n°2021/37 : PASSAGE DANS LE DOMAINE PUBLIC DE LA COMMUNE DE PARCELLES DE LA VOIE DE LA CROIX SAINT HUBERT

Les parcelles ZC 161, ZC 167, ZC 169 (766 m²) situées sur la voie de la Croix Saint Hubert, ont été vendues à l'euro symbolique par le propriétaire des terres à la commune pour la création de la voie. Ces parcelles appartiennent de ce fait au domaine privé de la commune.

Il faut donc les passer dans le domaine public de la commune pour régulariser leur aménagement à l'usage direct du public.

Mme le Maire, après cet exposé, demande aux membres du Conseil Municipal de délibérer sur ce point.

Après délibération, le Conseil Municipal accepte de passer les parcelles ZC 161, ZC 167 et ZC 169 dans le domaine public de la commune.

Délibération n°2021/38 : ADOPTION DE LA NOMENCLATURE BUDGETAIRE ET COMPTABLE M57 AU 01/01/2023

La nomenclature budgétaire et comptable M57 est l'instruction la plus récente, du secteur public local. Instauré au 1^{er} janvier 2015 dans le cadre de la création des métropoles, le référentiel M57 présente la particularité de pouvoir être appliqué par toutes les catégories de collectivités territoriales (régions, départements, établissements publics de coopération intercommunale et communes). Il reprend les éléments communs aux cadres communal, départemental et régional existants et, lorsque des divergences apparaissent, retient plus spécialement les dispositions applicables aux régions.

Le référentiel M57 étend à toutes les collectivités les règles budgétaires assouplies dont bénéficient déjà les régions offrant une plus grande marge de manœuvre aux gestionnaires.

Ainsi :

. en matière de gestion pluriannuelle des crédits : définition des autorisations de programme et des autorisations d'engagement, adoption d'un règlement budgétaire et financier pour la durée du mandat, vote d'autorisations de programme et d'autorisations d'engagement lors de l'adoption du budget, présentation du bilan de la gestion pluriannuelle lors du vote du compte administratif ;

. en matière de fongibilité des crédits : faculté pour l'organe délibérant de déléguer à l'exécutif la possibilité de procéder à des mouvements de crédits entre chapitres (dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de chacune des sections, et à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel) ;

. en matière de gestion des crédits pour dépenses imprévues : vote par l'organe délibérant d'autorisations de programme et d'autorisations d'engagement de dépenses imprévues dans la limite de 2 % des dépenses réelles de chacune des sections.

Le périmètre de cette nouvelle norme comptable sera celui des budgets gérés selon la M14 soit pour la commune de Maisons, son budget principal.

Une généralisation de la M57 à toutes les catégories de collectivités locales est programmée au 1^{er} janvier 2024.

Pour information, cette modification de nomenclature comptable entraîne automatiquement un changement de maquette budgétaire. De ce fait, pour le budget primitif 2023, la colonne BP n-1 ne sera pas renseignée car appartenant à une autre nomenclature comptable.

J'ai donc l'honneur, Mesdames, Messieurs, de vous demander de bien approuver le passage de la commune de Maisons à la nomenclature M57 à compter du budget primitif 2023.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

- Sur le rapport de Mme. Le Maire,

VU :

- L'article L.2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales,

- L'article 242 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019,

- L'arrêté interministériel du ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales et du ministre de l'action et des comptes publics du 20 décembre 2018 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable aux collectivités territoriales uniques,

CONSIDERANT que :

La collectivité souhaite adopter la nomenclature M57 à compter du 1er janvier 2023.

- Que cette norme comptable s'appliquera à tous les budgets de la commune,

APRES EN AVOIR DELIBERE :

1.- autorise le changement de nomenclature budgétaire et comptable des budgets de la commune de Maisons

2.- autorise Mme le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Délibération n°2021/39 : TELETRANSMISSION DES ACTES DE LA COMMUNE PAR VOIE DEMATERIALISEE (@ctes)

Vu la loi n°2004-809 du 13/08/2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
Vu le décret n°2005-324 du 07/04/2005 relatif à la transmission par voie électronique des actes des collectivités territoriales soumis au contrôle de légalité et modifiant la partie réglementaire du code général des collectivités territoriales ;
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2131-1, L 3131-1 et L 4141-1 ;

Considérant que la commune de Maisons souhaite s'engager dans la dématérialisation de la transmission de ses actes soumis au contrôle de légalité à la préfecture,

Le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, après en avoir délibéré :

- Décide de procéder à la télétransmission des actes au contrôle de légalité
- Donne son accord pour que Mme le Maire signe la convention de mise en œuvre de la télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité avec la préfecture d'Eure-et-Loir, représentant l'Etat à cet effet ;
- Donne son accord pour passer un appel d'offres pour le choix du prestataire de l'outil de télétransmission (service de certificat électronique)

RENOUVELLEMENT ABONNEMENT « PANNEAUPOCKET »

L'abonnement au service « Panneau Pocket » arrive à échéance au 01/11/2021.

Les tarifs préférentiels (car la commune est adhérente à l'AMRF) de l'abonnement sont :

- Pour 1 an d'abonnement : 130 € TTC annuel
- Pour 2 ans d'abonnement : 260 € TTC + 1 trimestre supplémentaire offert
- Pour 3 ans d'abonnement : 390 € TTC + 1 semestre supplémentaire offert

Le conseil municipal décide de se réabonner pour 3 ans, soit 390 € TTC avec un semestre offert.

LOI 3DS : projet de courrier par ENERGIE EURE-ET-LOIR

Dans le cadre du projet de loi 3DS relatif à la Différenciation, la Décentralisation, la Déconcentration et portant sur des mesures de simplification de l'action publique locale, ENERGIE Eure-et-Loir a été informé qu'un projet d'amendement gouvernemental remettrait en cause le niveau de solidarité en faveur des territoires ruraux.

En effet, ce projet consisterait en une diminution des dotations affectées au Compte d'Affectation Spéciale Fonds d'Aide aux Collectivités pour l'Electrification rurale (CAS-FACE), géré par l'Etat et qui permet de soutenir financièrement une partie des travaux réalisés par des syndicats d'énergie sur les réseaux électriques en zone rurale : renforcement, extension, sécurisation, enfouissement....

La baisse de ces dotations affecterait nos territoires ruraux, dont les réseaux BT et HTA sont très vieillissants.

Considérant cette menace sur la pérennité des outils de péréquation, ENERGIE Eure-et-Loir a rédigé un courrier pour exprimer ses inquiétudes et l'adresser aux ministres concernés et au Député d'Eure-et-Loir de notre circonscription.

Le Conseil Municipal après cet exposé est d'accord pour envoyer ce courrier aux différents ministres concernés dont le 1^{er} Ministre, ainsi qu'à M. Vigier, Député de la 4^{ème} circonscription d'Eure-et-Loir.

SITE WEB : PRESENTATION (à reporter sur un prochain conseil)

POINT TRAVAUX GRANDE SALLE

Le devis de la société LORENOVE pour la rénovation de la grande salle a été accepté le 06/09/2021. Des mesures ont été reprises le 16/09/2021, pour une pose possible en novembre 2021.

DIVERS

- Un devis a été demandé à la société LORENOVE pour la fourniture et la pose d'une porte d'entrée pour le logement du 35 Grande Rue.
- Installation du défibrillateur : le défibrillateur sera installé à la sortie de la salle Emile Zola qui donne sur la Grande Rue
- Radar Pédagogique : il est installé au 6 Grande Rue ; il sera possible de le déplacer après quelques semaines. La technologie de ce radar permet un relevé des informations, soit le nombre de véhicules, la vitesse en double sens...
- Travaux sur la D17
Des travaux sont prévus par le Conseil Départemental sur la route D17 du château d'eau jusqu'à la sortie de Maisons (fin de la route du Four à Chaux).
Les travaux auront lieu du 07/10 jusqu'au 15/10/2021, avec une fermeture complète du 12 au 14/10.
Des courriers seront mis dans les boîtes aux lettres des habitants concernés pour les informer de la fermeture des rues et de l'obligation de se garer dans les rues adjacentes.
Le SIVOS, le SICTOM seront informés de ces fermetures afin de programmer leur nouvel itinéraire.

Mme le Maire rappelle que les collectivités territoriales, les établissements publics et l'Etat ne peuvent plus utiliser, depuis le 1^{er} janvier 2017, des pesticides pour l'entretien des espaces verts, des forêts ou des promenades accessibles ou ouverts au public et relevant de leur domaine public ou privé.

Un arrêté du 21/01/2021 étend cette interdiction au cimetière au 1^{er} juillet 2022.

Le secrétaire de séance

Le Maire

**COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 18 OCTOBRE 2021**

L'an deux mil vingt-et-un, le dix huit octobre, à vingt heures, le Conseil Municipal de la Commune de Maisons s'est réuni dans le lieu ordinaire de ses séances, au nombre prescrit par la loi, sous la présidence de Madame BERNARDON Patricia, Maire.

PRESENTS : Mesdames et Messieurs, BERNARDON Patricia, LEROY Maryse, FAGNON Christian, CARRÉ Hervé, DECELLE Juliette, GELAIN Thomas, GONCALVES LUCAS Cécile, M. CHEVAUX Christophe, LEGRAND Jean-Charles

SECRETARE DE SEANCE : Mme DECELLE Juliette

Madame le Maire, après lecture du compte rendu du 20 septembre 2021, demande à l'assemblée d'ajouter à l'ordre du jour, une délibération, à savoir :

- Choix de la porte d'entrée du logement communal 35 Grande Rue

Le Conseil municipal accepte cet ajout.

Délibération n° 2021/40 : CREATION D'UN EMPLOI PERMANENT

Madame le Maire, rappelle que conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services en mentionnant sur quel(s) grade(s) et à quel niveau de rémunération il habilite l'autorité territoriale à recruter. En cas de réorganisation de service, la décision est soumise à l'avis préalable du Comité Technique (CT).

Compte tenu de l'absence pour motif médical de l'agent titulaire et de la démission de l'agent le remplaçant, il convient de renforcer les effectifs du service technique.

L'échelonnement indiciaire, la durée de carrière et les conditions de recrutement de l'emploi ainsi créé sont fixés conformément au statut particulier du cadre d'emplois des Adjoints Techniques.

La délibération portant création d'un emploi permanent doit préciser :

- le grade ou, le cas échéant, les grades correspondant à l'emploi créé,
- la catégorie hiérarchique dont l'emploi relève,
- pour un emploi permanent à temps non complet, la durée hebdomadaire de service afférente à l'emploi en fraction de temps complet exprimée en heures (21/ 35).

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

DECIDE

- 1) De créer, à compter du 23/10/2021, un emploi permanent d'Adjoint Technique appartenant à la catégorie C à 21 heures par semaine en raison de l'absence de l'agent titulaire pour raison médicale**

Cet agent sera amené à exercer les missions ou fonctions principales suivantes :

Activités régulières :

- **Taille des arbres, coupe et arrosage des gazons,**
- **Entretien courant de la voirie, nettoyage, curage des fossés et caniveaux, signalisation et sécurité des chantiers**

- **Bricolage sur bâtiments**
- **Entretien courant et rangement du matériel utilisé**
- **Entretien des gros matériels (tondeuse-tracteur-véhicule...)**
- **Relevage du compteur d'eau du château-d'eau**
- **Distribution de documents dans les boîtes aux lettres des administrés**
- **Relevage des compteurs d'eau des abonnés (2 fois par an)**

Activités irrégulières :

- **Entretien de la salle communale, de l'église, de l'arsenal**

La personne recrutée bénéficiera des primes et indemnités afférentes à son grade instituées dans la collectivité si elle remplit les conditions d'attribution pour y prétendre.

Cet emploi pourra éventuellement être pourvu par un contractuel sur le fondement de l'article 3-3 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 précitée, qui liste les cas dans lesquels les collectivités et établissements publics locaux peuvent recruter des agents contractuels de droit public sur emplois permanents et notamment sur le fondement de :

- ✓ L'article 3-3 3° : pour un emploi permanent dans les communes de moins de 1 000 habitants ou groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants

En cas de recrutement infructueux de fonctionnaire, les fonctions peuvent être exercées par un contractuel dans les conditions fixées aux articles 3-2 ou 3-3 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984.

Le contrat relevant de l'article 3-2 (vacance infructueuse) est conclu pour une durée déterminée qui ne peut excéder un an. Sa durée peut être prolongée, dans la limite d'une durée totale de deux ans, lorsque la procédure de recrutement d'un fonctionnaire n'aura pu aboutir au terme de la première année.

Le contrat relevant des articles 3-3 sera alors conclu pour une durée maximale de 3 ans renouvelable dans la limite de 6 ans. Au-delà, si le contrat est renouvelé, il le sera en contrat à durée indéterminée.

Dans ce cas, les candidats au contrat devront alors justifier du niveau d'un CAP et d'une formation horticole

La rémunération de l'agent contractuel sera calculée compte tenu de la nature des fonctions à exercer assimilées à un emploi de catégorie C, en se basant sur la grille indiciaire des Adjointes Techniques et pour les agents de catégorie C sur la base de l'échelle C1.

La rémunération sera comprise entre le 1^{er} échelon et le 11^{ème} échelon de la grille indiciaire indiquées ci-dessus au regard de l'expérience professionnelle, des diplômes détenus par le candidat retenu au terme de la procédure de recrutement, assorti du régime indemnitaire en vigueur dans la collectivité.

2) D'autoriser Madame le Maire :

- **à recruter, le cas échéant, un agent contractuel pour pourvoir cet emploi et à signer le contrat de recrutement suivant les modalités exposées ci-dessus,**
- **à procéder, le cas échéant, au renouvellement du contrat dans les limites énoncées ci-dessus,**

3) D'adopter la modification du tableau des emplois ainsi proposée et dit que les crédits nécessaires à la rémunération de ou des agents nommés et aux charges sociales s'y rapportant seront inscrits au Budget aux chapitre et article prévus à cet effet,

Délibération n°2021/41 : PARTICIPATION FINANCIERE 2021 AU FONDS DE SOUTIEN POUR LE LOGEMENT

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide de ne pas participer à ce fonds. Le Conseil Municipal privilégie l'aide directe aux administrés de la commune qui pourraient être demandeurs.

Délibération n°2021/42 : DISSOLUTION DE LA CAISSE DES ECOLES

Madame le Maire explique qu'une caisse des Ecoles a été créée en 1983. Cette caisse n'a pu lieu d'être étant donné qu'il n'y a plus d'école sur la commune de Maisons.

Cependant, il existe toujours le numéro SIRET. L'article L.212-10 du code de l'Education précise que « lorsque la caisse des écoles n'a procédé à aucune opération de dépenses ou de recettes pendant trois ans, elle peut être dissoute par délibération du Conseil Municipal ».

Aucun budget depuis au moins l'année 2018 n'a été réalisé. Il est donc possible de dissoudre la caisse des écoles existante.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Décide de dissoudre la caisse des Ecoles dont le numéro SIRET est le 262 801 293 00016
- Et autorise Mme le Maire à envoyer la délibération à l'INSEE pour procéder à l'annulation du numéro SIRET

Délibération n°2021/43 : CHOIX DE L'ENTREPRISE POUR LA FOURNITURE ET POSE DE LA PORTE D'ENTRÉE DU LOGEMENT COMMUNAL 35 GRANDE RUE

Après l'étude de 2 devis, l'entreprise LORENOVE a été retenue pour fournir et poser une porte d'entrée PVC pour le logement communal du 35 Grande Rue.

Mme le Maire est autorisée à signer le devis d'un montant de 2 773,05 € ht.

COURRIER RECU :

M. JULIEN William, agriculteur sur la commune, arrête son exploitation au 31/12/2021. Louant des terrains agricoles appartenant à la commune (parcelles ZA 39 et ZK 32), nous avons donc reçu de sa part un courrier nous en informant. Ces terrains seront libres de location au 01/01/2022. La commune devra se prononcer sur un prochain locataire dans le cas où nous recevons des demandes.

D'autre part, la convention que nous avons avec M. Julien pour le déneigement arrive à son terme également au 31/12/2021.

Mme le Maire doit demander aux différents agriculteurs de la commune qui pourraient reprendre cette convention, la lame appartenant à la commune.

TRAVAUX A PREVOIR 2022

Afin de demander des devis, nous devons commencer à prévoir les travaux dans la commune pour 2022 :

Travaux 2021 encore en cours :

- Eglise (toit + plancher 2nd étage + mécanisme cloche)
- Isolation thermique salle de classe
- Sécurisation voirie D17 – D141-1-Chemin du Soleil Levant
- Electricité et alarme incendie grande classe et mairie

Travaux 2022 proposés :

- Mise en PMR ancienne salle de classe
- Passage piéton rue du Four à chaux, bateaux et bordures
- Isolation phonique/thermique salle Emile Zola
- Chemin du soleil levant (du 10 Chemin Soleil Levant jusqu'à l'angle du 3 grande rue)
- Porte coupe-feu de la chaufferie

INFORMATIONS :

* la régularisation des rétrocessions de terrains à la commune pour le Chemin du Soleil Levant est en cours

* il faudrait mettre des réhausses à la remorque pour éviter de nombreux aller-retour à l'employé communal

* un véhicule non identifié a percuté un mât d'éclairage public au 4 voie de la Croix Saint Hubert, vendredi 15 octobre

Nous avons pris contact avec ENERGIE EURE-ET LOIR, propriétaire du mât, pour la mise en sécurité et les démarches auprès de leur assurance. Une plainte a été déposée à la gendarmerie par Mme le Maire.

* logement communal du 12 Chemin du Soleil Levant :

Les travaux sont pratiquement terminés :

les derniers travaux de plomberie seront faits le 21/10/2021 avec remise en chauffe des radiateurs et pose du miroir ainsi que du meuble de la salle de bain,

les diagnostics pour la location sont fixés au 29/10/2021.

Reste un peu de nettoyage.

Un grand merci aux élus qui ont pris de leur temps pour faire divers travaux : pose de la cuisine, des toilettes, du sol de la salle de bain et du suivi des travaux des entreprises : Mrs. Fagnon, Legrand, Chevaux et les employés communaux.

* un marquage jaune au sol pour stationnement interdit sera mis en place sur le rebord du trottoir sur la Grande Rue en face du numéro 55. Des véhicules stationnent sur un emplacement non identifié comme tel. Il n'est alors pas possible de se rabattre (direction rond-point) quand des véhicules arrivent en face

* suite à l'envoi du courrier adressé aux différents ministres, député et sénateurs d'Eure et Loir sur le projet de loi 3DS, concernant une possible baisse des dotations affectées au Compte d'Affectation Spéciale Fonds d'Aide aux Collectivités pour l'Electrification rurale (CAS-FACE), géré par l'Etat et qui permet de soutenir financièrement une partie des travaux réalisés par des syndicats d'énergie sur les réseaux électriques en zone rurale : renforcement, extension, sécurisation, enfouissement, une réponse a été apportée par Mme la Sénatrice Chantal Deseyne et par M. le sénateur Daniel Guéret. Ils sont très attentifs à ce que ce projet, qui a été amendé par le Sénat, n'aboutisse pas lors de son retour à l'Assemblée Nationale.

SITE INTERNET DE LA MAIRIE DE MAISONS

Le site Internet est sur le point d'être mis en ligne. Une information dans les boîtes à lettres sera adressée aux administrés, ainsi que sur PANNEAUPOCKET.

ORGANISATION D'EVENEMENTS SUR L'ANNEE 2022

Mme Decelle nous fait part de ses interrogations quant à la façon d'organiser des événements sur la commune. La création d'une association ou intégrer l'association existante (se rapprocher des administrateurs de l'association ALF) sont peut-être des solutions.

Ce point sera mis à l'ordre du jour d'un prochain conseil.

Le secrétaire de séance

Le Maire

**COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 10 NOVEMBRE 2021**

L'an deux mil vingt-et-un, le dix novembre, à vingt heures, le Conseil Municipal de la Commune de Maisons s'est réuni dans le lieu ordinaire de ses séances, au nombre prescrit par la loi, sous la présidence de Madame BERNARDON Patricia, Maire.

PRESENTS : Mesdames et Messieurs, BERNARDON Patricia, LEROY Maryse, FAGNON Christian, CARRÉ Hervé, GELAIN Thomas, GONCALVES LUCAS Cécile, M. CHEVAUX Christophe

ABSENTS EXCUSÉS : Mme DECELLE Juliette (pouvoir à Mme Cécile GONCALVES LUCAS), M. LEGRAND Jean-Charles (pouvoir à M. CARRÉ Hervé)

SECRETAIRE DE SEANCE : Mme Maryse LEROY

Madame le Maire, après lecture du compte rendu du 18 octobre 2021, et acceptation à l'unanimité de celui-ci, demande à l'assemblée d'ajouter à l'ordre du jour, une délibération, à savoir :

- Convention et tarif pour le déneigement des voies publiques communales

Le Conseil municipal accepte cet ajout.

Délibération n° 2021/44 : LOCATION LOGEMENT COMMUNAL DU 12 CHEMIN DU SOLEIL LEVANT

Mme Le Maire informe le conseil que les travaux étant terminés, les diagnostics étant réalisés, le logement est donc disposé à être loué.

Après plusieurs visites et candidatures, trois demandes sont étudiées.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- de louer le logement communal du 12 Chemin du Soleil Levant à Maisons à Madame DURAND Ana à compter du 1^{er} Décembre 2021
- Fixe le loyer mensuel à 600.00 €
- Les charges de chauffage pour le mois de décembre 2021 et janvier 2022 sont fixées à 49.60 €. Un nouveau calcul interviendra en février 2022.
- La redevance des Ordures Ménagères sera facturée mensuellement. Le montant sera fixé à 12,75 € à partir de 12/2021.
- Donne pouvoir à Madame Le Maire pour la signature de tout document se référant à la location, bail compris.

Délibération n°2021/45 : CESSION D'UN BAIL RURAL

M. JULIEN William est titulaire d'un bail rural portant sur les parcelles de terre suivantes appartenant à la commune :

- parcelle sur la commune de Maisons cadastrée ZA 39 d'une contenance de 1 ha 36 a 90 ca
- parcelle sur la commune de Maisons cadastrée ZK 32 d'une contenance de 33 a 70 ca

Cessant son activité au 31/12/2021, M. JULIEN propose que ces terres soient relouées à un jeune exploitant sur la commune, ces terres se trouvant libres.

Le Conseil Municipal après avoir entendu lecture de la seule demande effectuée par courrier en date du 25 octobre 2021 faite par M. Baptiste LEGRAND et après en avoir délibéré, décide à la majorité (7 pour, 1 abstention). M. Legrand Jean-Charles, par l'intermédiaire de M. Carré (pouvoir) ne prend pas part au vote.

-de donner son accord à consentir expressément à la cession du bail des parcelles cadastrées ZA 39 et ZK 32 d'une contenance totale de 1 ha 70 a 60 ca à M. Baptiste LEGRAND et de reconnaître par suite le concessionnaire comme preneur des biens compris dans le bail cédé, et ce après la récolte 2021.

Délibération n°2021/46 : CONVENTION ET TARIF POUR LE DENEIGEMENT DES VOIES PUBLIQUES COMMUNALES

Madame Le Maire rappelle au Conseil, qu'en vertu de l'article 10 de la loi d'orientation agricole n°99-574 du 9 juillet 1999 modifiée par la loi n°2006-11 du 5 janvier 2006 et de la circulaire n° 99-83 du 3 novembre 1999 relative à la participation des exploitants agricoles à l'activité de déneigement des routes, il est possible de signer une convention de prestation de services entre la Commune et les exploitants agricoles pour assurer le déneigement des routes, moyennant rémunération, à condition que cette activité garde un caractère accessoire pour l'exploitant.

Elle propose de signer une telle convention avec un exploitant agricole, moyennant une indemnité de charge fixée à 25 € HT par heure.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité

- Autorise Madame le Maire à signer une convention avec Monsieur Jean-Charles LEGRAND, exploitant agricole, pour assurer le déneigement des routes, moyennant une rémunération de 25 € HT par heure.
- Cette convention sera conclue pour une durée de 2 ans et demi du 1^{er} janvier 2022 au 1er juillet 2024
- Le paiement s'effectuera sur facture de Monsieur Jean-Charles LEGRAND, sur les crédits du chapitre 61 (au compte 611)

Délibération n°2021/47 : CHOIX DU PRESTATAIRE POUR LA DEMATERIALISATION DES ACTES REGLEMENTAIRES ET BUDGETAIRES (@ctes)

Après l'étude de 3 propositions, l'entreprise DOCAPOSTE FAST a été retenue pour la dématérialisation des actes réglementaires et budgétaires (@ctes). Mme le Maire est autorisée à signer le devis dont les caractéristiques sont les suivantes :

- Contrat annuel : 150 € ht
- Certificat électronique : 92 € ht par an
- Mise en service : 150 € ht
- Télé Formation : 179 € ht

Dès le devis signé avec le prestataire, la convention de mise en œuvre de la télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité sera signée avec la préfecture d'Eure et Loir, représentant l'Etat à cet effet.

DIVERS

Suite à l'envoi du courrier adressé aux différents ministres, député et sénateurs d'Eure et Loir sur le projet de loi 3DS, concernant une possible baisse des dotations affectées au Compte d'Affectation Spéciale Fonds d'Aide aux Collectivités pour l'Electrification rurale (CAS-FACE), géré par l'Etat et qui permet de soutenir financièrement une partie des travaux réalisés par des syndicats d'énergie sur les réseaux électriques en zone rurale : renforcement, extension, sécurisation, enfouissement, une réponse a été apportée par le cabinet du 1^{er} ministre indiquant que le gouvernement n'envisage plus de créer un lien entre le FACE et le fonds de péréquation.

Un volet du logement sur la façade donnant sur la cour de l'ancienne école a été abimé suite à des rafales de vent. Le remplacement pourra se faire en prenant les volets inutiles de l'autre façade.

L'employé communal et M. Fagnon ont réparé l'échelle montant au clocher.

La société BODET est intervenue pour le remplacement du plancher de l'église les 9 et 10 novembre. Ils interviendront prochainement pour le remplacement de la centrale de commande (électro tintement) qui a été endommagée lors de l'épisode de foudre dans la nuit du 3 au 4 juin 2021. Aucun accès au clocher n'est possible jusqu'à nouvel ordre, un audit de la cloche devant être organisé.

La société GALLOPIN est intervenue en octobre pour nettoyage des gouttières ainsi que pour les travaux de toiture sur l'église suite à la foudre.

M. Chevaux demande si la Communauté de Communes des Portes Euréliennes d'Ile de France organisera une campagne de vaccination pour proposer la 3^{ème} dose de vaccin suite aux annonces gouvernementales. A ce jour, pas d'ouverture du centre d'Epéron programmée.

M. Gelain propose de mettre sur le site INTERNET de la commune avec les procès verbaux de séance, le budget de la commune.

Le secrétaire de séance

Le Maire

**COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 7 DECEMBRE 2021**

L'an deux mil vingt-et-un, le sept décembre, à vingt heures, le Conseil Municipal de la Commune de Maisons s'est réuni dans le lieu ordinaire de ses séances, au nombre prescrit par la loi, sous la présidence de Madame BERNARDON Patricia, Maire.

PRESENTS : Mesdames et Messieurs, BERNARDON Patricia, LEROY Maryse, FAGNON Christian, CARRÉ Hervé, DECELLE Juliette, GELAIN Thomas, LEGRAND Jean-Charles

ABSENTS EXCUSÉS : Mme GONCALVES LUCAS Cécile, M. CHEVAUX Christophe

SECRETAIRE DE SEANCE : Mme Maryse LEROY

Délibération n° 2021/48 : DECISION MODIFICATIVE

Afin de régulariser le chapitre 012 du budget primitif 2021 de la commune, la décision modificative suivante est approuvée par le Conseil Municipal, soit :

Compte 6411 Personnel Titulaire	+3 900 € D
Compte 615221 Bâtiments	- 4 200 € D
Compte 6470 Autres charges sociales	+ 300 € D

Le Conseil Municipal approuve cette décision modificative.

Le secrétaire de séance

Le Maire